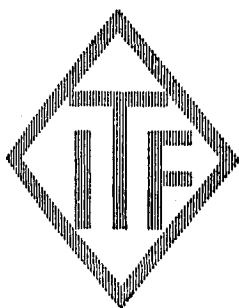




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST



N^o. 5
7^{ème} année

Amsterdam, le 4 mars 1939

En Espagne franquiste.

(I.T.F.) Le secrétaire général des syndicats catholiques du Pays Basque, détruits par le fascisme espagnol, a publié un aperçu sur la situation des travailleurs en Espagne franquiste. Il écrit: "Malheureusement, le Pays Basque a succombé à l'écrasante supériorité des envahisseurs. En Euzkadi, s'est établie la dictature militaire, dont les éléments constitutifs, nationaux et étrangers, sont les ennemis jurés du travailleur et de ses droits, qu'il soit chrétien ou marxiste. Les militaires promulguèrent une ordonnance, pompeusement appelée 'la charte du travail', où il est question de syndicats, d'organisme unitaire, de processus économique, d'ordre hiérarchique, etc.....mais tous ces mots ne peuvent cacher le seul fait certain, qui est la baisse verticale des salaires et la disparition totale de la vie syndicale.....

A ceci il convient d'ajouter que la plupart des organisations ouvrières (si elles existent encore dans l'Espagne franquiste - Red.) sont contrôlées par la Phalange espagnole, ce qui implique naturellement qu'elles travaillent au bénéfice des capitalistes. Le système est d'inspiration italienne, et l'activité menée par les organisations ouvrières fascistes en Italie est bien connue de tous. On se borne, comme cela a été tant de fois démontré, à accepter et à appliquer les mesures dictées par le Gouvernement, mesures qui sont toujours profitables aux patrons, mainteneurs du système.....

Passons maintenant aux salaires. Dans la plupart des cas, ceux-ci sont encore plus misérables qu'au temps de la monarchie..... et en général, tous les salaires sont inférieurs à ceux qui se pratiquaient avant la guerre, - bien que le coût de la vie soit de 100 p. 100 plus élevé qu'alors."

(La brochure, d'une trentaine de pages, du syndicaliste basque "Les Ouvriers Chrétiens sous le Gouvernement de Franco" par Francisco G. de Mardones Zabalandikoetxea a paru, dans les Editions des Archives Espagnoles, 7 Boulevard Haussmann, Paris IX^e, avec une préface de Gaston Tessier, le secrétaire général de la Confédération française des travailleurs chrétiens. Le prix en est d'un franc.)

La lutte contre les longues heures de travail en Allemagne.

(I.T.F.) Dans bien des mines allemandes, les travailleurs du sous-sol se dressent contre l'excès de fatigue

qu'on veut leur imposer par des heures de travail plus longues et un rythme accéléré. Ils font "le lundi" et prennent des jours de congé en invoquant des prétextes insignifiants. Dans différentes mines, des milliers de journées de travail ont de la sorte été perdues. Lors d'une assemblée du personnel de la mine Concordia à Oberhausen, appartenant au trust de l'acier, le directeur général de tempêter: "Autrefois déjà j'ai signalé l'augmentation assez considérable des absences du travail et des jours de congé arbitraires. Pendant la période allant jusqu'à juin 1937, nous ne connaissons guère plus ce phénomène. A partir de ce moment toutefois, cela a repris rapidement et depuis lors, cela s'accroît sans cesse.

En 1936 le nombre des absences arbitraires s'est pour la première fois monté à 266 journées. Ce n'est que relativement peu sur un effectif de 2800 ouvriers; en 1937 toutefois, le chiffre a passé d'un bond à 1330 journées. En 1938, nouvelle augmentation malgré toutes les mesures et toutes les remontrances. Si je compte jusqu'à la fin de l'année, nous arriverions pour 1938 à un chiffre de 1665.... Ces jours d'absence arbitraire dérangent tout le travail. Ils ne se répartissent pas sur la semaine entière mais s'accumulent surtout sur les lundis et les jours suivant un jour de paie.....

Les gens ne font pas cela parce qu'ils n'en peuvent plus.... Pourquoi donc cet excès de fatigue se manifesterait-il toujours un lundi après que l'homme en question a eu le dimanche pour se reposer? Je crois que vous serez de mon avis que cette histoire n'a rien à voir avec un excès de fatigue.

Et maintenant les congés. Jusqu'à un certain point, la possibilité de prendre un jour de congé est nécessaire.... dans une famille, il y a un décès, dans l'autre un mariage.... On peut à ce propos prendre un jour de congé. Seulement, le nombre de ces congés a augmenté dans la même mesure que celui des absences arbitraires. En 1936 il y a eu 3552 jours de congé, je veux admettre ce chiffre comme plus ou moins normal, bien qu'il dépasse d'un millier celui de 1935. En 1935 le nombre des jours de congé monta à 6453 et pour les premiers dix mois de 1938, il atteignit 7852".

Dans les régions industrielles de Haute Silésie, les employeurs et autorités nazies se plaignent de semblables mouvements de résistance; là aussi on fait "le lundi". "Les jours qui suivent un jour de paie ou un jour férié"--ainsi le commissaire de police de la ville industrielle de Gleiwitz--"le pourcentage de ceux qui manquent dans les mines et établissements industriels dépasse régulièrement de 5% le pourcentage des absences pour cause de maladie etc".

En Autriche les directions tâchent d'enrayer l'extension de pareils mouvements de résistance en infligeant comme sanction du travail non rémunéré. La Alpine Montan à Donawitz exige de ses ouvriers pour chaque jour d'absence non justifiée 8 heures de travail supplémentaire non rétribué.

(Pour les rédactions: Voir pour la résistance de la part des ouvriers des ports, le supplément au présent numéro et pour les mesures prises contre les absences par le commissaire au travail pour l'Allemagne centrale, le numéro du 24 décembre 1938. Le discours du directeur général de la mine Concordia a été reproduit dans les "Monatshefte für NS-Sozialpolitik" du 10 février et le journal "Das schwarze Korps" a, dans ses numéros du 26 janvier et du 16 février 1939, parlé de la situation à Gleiwitz.

La main-d'oeuvre étrangère en Allemagne.

(I.T.F.) Les conditions de travail de la main-d'oeuvre étrangère occupée en Allemagne peuvent être

améliorées par une attitude énergique de leur gouvernement. Ceci a à son tour des répercussions sur les conditions de travail des ouvriers allemands car à la longue il serait difficile de contraindre des travailleurs allemands à faire des journées de 11 et de 12 heures, lorsque, dans la même localité les travailleurs étrangers ont, après 9 à 10 heures, le droit de se reposer. Un fonctionnaire supérieur du ministère allemand du Travail a dû ainsi ouvertement attirer l'attention sur le fait que "vu qu'en cas d'occupation d'ouvriers migrants étrangers, les gouvernements dont ces ouvriers sont des ressortissants/régulières.... il n'est pas possible de maintenir (dans l'agriculture et l'industrie forestière allemandes) les heures de travail absolument chaotiques actuelles" (Bulletin économique de Basse-Saxe, Hanovre mi-février 1939). Exigent des heures de travail

La lutte contre les longues heures de travail en Allemagne.

(I.T.F.) Dans bien des mines allemandes, les travailleurs du sous-sol se dressent contre l'excès de fatigue

qu'on veut leur imposer par des heures de travail plus longues et un rythme accéléré. Ils font "le lundi" et prennent des jours de congé en invoquant des prétextes insignifiants. Dans différentes mines, des milliers de journées de travail ont de la sorte été perdues. Lors d'une assemblée du personnel de la mine Concordia à Oberhausen, appartenant au trust de l'acier, le directeur général de tempêter: "Autrefois déjà j'ai signalé l'augmentation assez considérable des absences de travail et des jours de congé arbitraires. Pendant la période allant jusqu'à juin 1937, nous ne connaissons guère plus ce phénomène. A partir de ce moment toutefois, cela a repris rapidement et depuis lors, cela s'accroît sans cesse.

En 1936 le nombre des absences arbitraires s'est pour la première fois monté à 266 journées. Ce n'est que relativement peu sur un effectif de 2800 ouvriers; en 1937 toutefois, le chiffre a passé d'un bond à 1330 journées. En 1938, nouvelle augmentation malgré toutes les mesures et toutes les remontrances. Si je compte jusqu'à la fin de l'année, nous arriverions pour 1938 à un chiffre de 1665.... Ces jours d'absence arbitraire dérangent tout le travail. Ils ne se répartissent pas sur la semaine entière mais s'accumulent surtout sur les lundis et les jours suivant un jour de paie.....

Les gens ne font pas cela parce qu'ils n'en peuvent plus.... Pourquoi donc cet excès de fatigue se manifesterait-il toujours un lundi après que l'homme en question a eu le dimanche pour se reposer? Je crois que vous serez de mon avis que cette histoire n'a rien à voir avec un excès de fatigue.

Et maintenant les congés. Jusqu'à un certain point, la possibilité de prendre un jour de congé est nécessaire....dans une famille, il y a un décès, dans l'autre un mariage....On peut à ce propos prendre un jour de congé. Seulement, le nombre de ces congés a augmenté dans la même mesure que celui des absences arbitraires. En 1936 il y a eu 3552 jours de congé, je veux admettre ce chiffre comme plus ou moins normal, bien qu'il dépasse d'un millier celui de 1935. En 1935 le nombre des jours de congé monta à 6453 et pour les premiers dix mois de 1938, il atteignit 7852".

Dans les régions industrielles de Haute Silésie, les employeurs et autorités nazies se plaignent de semblables mouvements de résistance; là aussi on fait "le lundi". "Les jours qui suivent un jour de paie ou un jour férié"--ainsi le commissaire de police de la ville industrielle de Gleiwitz--"le pourcentage de ceux qui manquent dans les mines et établissements industriels dépasse régulièrement de 5% le pourcentage des absences pour cause de maladie etc".

En Autriche les directions tâchent d'enrayer l'extension de pareils mouvements de résistance en infligeant comme sanction du travail non rémunéré. La Alpine Montan à Donawitz exige de ses ouvriers pour chaque jour d'absence non justifiée 8 heures de travail supplémentaire non rétribué.

(Pour les rédactions: Voir pour la résistance de la part des ouvriers des ports, le supplément au présent numéro et pour les mesures prises contre les absences par le commissaire au travail pour l'Allemagne centrale, le numéro du 24 décembre 1938. Le discours du directeur général de la mine Concordia a été reproduit dans les "Monatshefte für NS-Sozialpolitik" du 10 février et le journal "Das schwarze Korps" a, dans ses numéros du 26 janvier et du 16 février 1939, parlé de la situation à Gleiwitz.

La main-d'oeuvre étrangère en Allemagne.

(I.T.F.) Les conditions de travail de la main-d'oeuvre étrangère occupée en Allemagne peuvent être

améliorées par une attitude énergique de leur gouvernement. Ceci a à son tour des répercussions sur les conditions de travail des ouvriers allemands car à la longue il serait difficile de contraindre des travailleurs allemands à faire des journées de 11 et de 12 heures, lorsque, dans la même localité les travailleurs étrangers ont, après 9 à 10 heures, le droit de se reposer. Un fonctionnaire supérieur du ministère allemand du Travail a dû ainsi ouvertement attirer l'attention sur le fait que "vu qu'en cas d'occupation d'ouvriers migrants étrangers, les gouvernements dont ces ouvriers sont des ressortissants/régulières....il n'est pas possible de maintenir (dans l'agriculture et l'industrie forestière allemandes) les heures de travail absolument chaotiques actuelles" (Bulletin économique de Basse-Saxe, Hanovre mi-février 1939). Exigent des heures de travail

Travail forcé pour étrangers en Allemagne.

(I.T.F.) Dans le cadre des préparatifs de guerre, les lois allemandes sur le travail forcé ont--mi-février-- été singulièrement aggravées. Chaque habitant du Reich, homme ou femme, jeune ou vieux, peut à présent être obligé, pendant un temps illimité à faire du travail forcé à n'importe quel endroit des territoires qui relèvent de la domination des Nazis.

Le décret en cause précise (Art. premier) que les ressortissants d'Etats étrangers et les sans-patrie, établis en Allemagne, peuvent, tout comme les citoyens allemands, être appelés à faire du travail obligatoire à moins d'être exonérés "en vertu de traités entre Etats ou de règles générales du droit des gens".

Les étrangers qui ne sont que passagèrement occupés en Allemagne et qui peuvent prouver qu'ils sont domiciliés à l'étranger, ne peuvent pas être envoyés au travail forcé --du moins aux termes du décret--mais tous les ouvriers, employés, commerçants et particuliers étrangers établis en Allemagne doivent compter avec la possibilité d'être contraints un jour, eux et leur femme et enfants, de travailler à un endroit non désiré, dans un métier non désiré et à des conditions non désirées, à moins que leur gouvernement ait conclu à leur intention un traité spécial avec l'Allemagne ou qu'ils préfèrent quitter à temps le bague qu'est à l'heure actuelle l'Allemagne nazie.

(Voir pour le texte du décret, le "Frankfurter Zeitung" du 16 février).

Les travailleurs étrangers sont muselés.

(I.T.F.) Quatre ouvriers hollandais, occupés en Allemagne comme terrassiers dans les Hermann Göring-Werken, ont récemment été arrêtés. La veille de leur retour en Hollande, ils étaient réunis dans la chambre de l'un d'eux; l'un avait, sur son harmonica à bouche, doucement joué l'Internationale et les autres avaient fredonné la mélodie. Dénoncés, les trois "criminels" avaient immédiatement été écroués.

Heures de travail plus longues--de moins en moins de liberté.

(I.T.F.) Le programme de réaction sociale nazie, annoncé par le ministère du Travail au début de janvier, est mis en pratique: les entrepreneurs en bâtiment ont été autorisés à faire travailler régulièrement 10 heures par jour sans à cet effet avoir besoin de l'approbation des fonctionnaires de l'Inspection du travail. Avec cela, de nouvelles restrictions ont été apportées à la liberté de mouvement: les autorités peuvent à tout moment prescrire que dans des industries ou professions déterminées, tous ou certains des ouvriers et employés ne peuvent plus renoncer à leur poste qu'avec l'autorisation du Bureau de placement. La jeunesse qui vient de terminer ses classes doit suivre la carrière qui lui est indiquée et ceux qui travaillent déjà dans un certain métier sont tenus d'accepter n'importe quel emploi qui leur est désigné dans n'importe quelle profession.

(Pour les rédactions: Voir le numéro du 4 février 1939).

Dans l'industrie allemande du bâtiment la journée de huit heures est interdite.

(I.T.F.) Les entrepreneurs en bâtiment allemands ont atteint leur but: la journée de huit heures a été pratiquement abolie.

Certes, depuis des années déjà, la journée de 8 heures n'existe dans l'industrie allemande du bâtiment que sur le papier. Les ouvriers placés par l'Office de placement dans des chantiers de construction affectés à des travaux d'intérêt stratégique, doivent signer une déclaration comme quoi ils s'engagent à faire des journées de travail de dix heures en moyenne. Les autorités néerlandaises sont convenues pour les ouvriers hollandais du bâtiment d'une semaine de travail de 60 heures. Dans les constructions militaires les heures de travail sont encore bien plus longues. Néanmoins, on devait payer un supplément pour heures supplémentaires lorsque, dans une période de huit semaines, la durée du travail avait dépassé 384 heures.

Or, les employeurs voulaient s'épargner de payer ce supplément. Dès le début de 1938, le dirigeant de l'association patronale du bâtiment, le Dr. Vögler, avait réclamé l'introduction d'une journée de dix heures régulière. A présent, il a eu gain de cause. Mi-décembre, le Dr. Todt, le chef des constructions d'autoroutes et de fortifications, a été investi d'un "mandat général pour la réglementation de l'industrie du bâtiment". Or, mi-février ce "mandataire général" a désigné le président de l'asso-

ciation des entrepreneurs en bâtiment comme homme de confiance pour toute l'industrie du bâtiment et quelques jours plus tard, il a décrété qu' "en principe le travail dans les chantiers de construction ne pourra être effectué qu'en deux équipes, la journée de travail pour chaque équipe pouvant être étendue jusqu'à 10 heures. La mise en oeuvre d'une troisième équipe n'est permise que dans des cas exceptionnels et avec l'approbation d'un fonctionnaire de l'inspection du travail" ("Völkischer Beobachter", N° du 18 février 1939). Le service de l'inspection du travail n'a donc plus la tâche de préserver les ouvriers du bâtiment d'un excès de fatigue mais de rendre difficile d'éviter les heures supplémentaires.

Vu que les employeurs dans le bâtiment qui n'occupent pas leurs ouvriers "à plein" ne reçoivent plus de main-d'oeuvre de la part de l'Office de placement, la nouvelle ordonnance signifie dans la pratique, la fin des huit heures dans tous les chantiers de construction du bâtiment allemand.

Une nouvelle étape dans la lutte des travailleurs allemands.

(I.T.F.) Dans l'Allemagne des Nazis une lutte ouverte pour des améliorations de salaire est impossible.

Néanmoins, beaucoup d'ouvriers allemands ont réussi à changer leur emploi contre une occupation mieux rétribuée ou bien à obtenir un supplément de salaire par la menace de se faire embaucher chez un concurrent. Il y eut des mois--ainsi que le constata le sous-secrétaire Syryp (Frankfurter Zeitung, 26 février 1939)-- où pas moins un million et demi d'ouvriers changèrent d'emploi. Il est vrai, que, dans le bâtiment, dans l'industrie métallurgique et dans l'industrie chimique d'Allemagne centrale, tout embauchage doit être approuvé par l'Office de placement mais toujours à nouveau, cette disposition était tournée. C'est pourquoi les Nazis ont décrété à présent que dans certaines professions, il faudra l'approbation de l'Office de placement pour quitter son emploi. Les premiers à être liés pour un temps indéterminé à leur poste seront (selon le "Deutsche Volkswirt" du 17 février) les mineurs, ouvriers agricoles, ouvriers du bâtiment et de l'industrie chimique, briquetiers et ouvriers des carrières. L'organe patronal formule l'espoir que cette mesure aura "des effets bienfaisants et apaisants sur le mouvement des salaires et leurs oscillations"--bienfaisants pour les employeurs, s'entend.

Vraisemblablement toutefois, les Nazis ont sous-estimé la force de résistance des ouvriers allemands. Une fois déjà, ils ont tenté en vain de mettre des travailleurs d'une certaine industrie dans l'impossibilité de changer d'emploi. Pendant 2 ans et demi, il fallait une autorisation spéciale pour embaucher un ouvrier agricole dans l'industrie ou ^{dans} les transports et les employeurs pouvaient même être contraints à renvoyer d'anciens travailleurs agricoles. En novembre 1936, on a toutefois dû abroger la mesure contre les ouvriers de la terre: "De pareilles interdictions--ainsi écrivait avec résignation le chef de presse du ministère du Travail--ont uniquement pour effet que les ouvriers considèrent leurs occupations comme du travail forcé et tentent par tous les moyens d'enfreindre l'interdiction".

Il n'en sera pas autrement cette fois. Aussi longtemps que les Nazis poursuivront le réarmement à ce rythme accéléré, la lutte se poursuivra en Allemagne de la part des ouvriers pour la liberté de mouvement et le droit de s'embaucher chez un employeur qui paie mieux.

(Voir "Fascisme" 24 et 10 décembre 1938 et 27 novembre 1937).

Le niveau de vie baisse dans les régions sudètes.

(I.T.F.) Lorsque les régions des Sudètes faisaient encore partie du territoire de la République tchéco-

slovaque, les journaux nazis ne pouvaient pas gémir assez fort sur la situation misérable des ouvriers sudètes. Depuis l'entrée des troupes allemandes, la situation dans les régions sudètes s'est toutefois encore sensiblement avilie. "Les prix se sont adaptés relativement vite au niveau allemand"--ainsi écrit le "Frankfurter Zeitung" du 16 février 1939-- mais "l'adaptation des salaires et traitements ne peut être que graduelle. Ceux-ci se trouvent encore à l'heure qu'il est en partie bien au-dessous des taux du Reich. On a certes déjà pratiqué de petites majorations qui étaient cependant insuffisantes, de sorte que des écarts plus ou moins accentués entre le niveau des prix et celui des salaires, se font sentir".

L'augmentation de 15% accordée dans certaines entreprises a été mangée entièrement par les impôts allemands plus élevés introduits le 1er janvier.

Quant aux fonctionnaires et employés d'Allemagne, transférés dans la région des Sudètes, les Nazis n'osent pas leur imposer les bas salaires sudètes. Ils touchent donc la rémunération coutumière dans l'ancien Reich dans une ville du même type. "Il y eut de la sorte des différences de revenus au sein d'un même établissement"--des "indigènes" sudètes protestèrent contre les conditions privilégiées faites aux Allemands d'Allemagne. Afin de prévenir un déclin du rendement, la "Dresdner Bank" se vit contrainte d'introduire dans les succursales de la "Böhmische Escomptebank" reprise par elle, les appointements payés en Allemagne. Les ouvriers sudètes doivent se contenter de promesses.

L'Office central "Kraft durch Freude"
est une Internationale fasciste.

(I.T.F.) Le ministère de la Propagande à Berlin a réussi en 1936 à s'emparer d'une organisation internationale des loisirs ouvriers. Il a réussi, en accord étroit avec les fascistes italiens, de faire de cette organisme un vaste appareil de propagande contre les organisations syndicales, les partis ouvriers et les organisations indépendantes des loisirs ouvriers. Des gouvernements ont dans une large mesure favorisé l'extension de cette organisation. Il est plus que temps de dire les choses comme elles sont.

Les Nazis pénètrent dans le Congrès international des Loisirs ouvriers.

En 1932, lors des Jeux Olympiques à Los Angeles, le congrès international des Loisirs ouvriers, qui siégeait à la même occasion, avait décidé de se réunir à nouveau en 1936, lors des Jeux Olympiques à Berlin. Afin de maintenir les liens établis à Los Angeles, une Commission consultative internationale avait été créée, dont le président était un certain M. Kirby, trésorier du Comité Olympique des Etats-Unis et membre du Bureau de la "National Recreation Association". Cette commission consultative ne comprenait aucun représentant syndical, alors qu'au Congrès international des Loisirs ouvriers tenu à Liège en 1930, les syndicats et organisations ouvrières avaient été fortement représentés. En 1933 les Nazis anéantirent les organisations syndicales libres et les organisations récréatives créées par elles. Le Bureau international du Travail poursuivit, en collaboration avec les organisations ayant participé au congrès de Liège, ses efforts pour rallier les divers groupements des loisirs ouvriers.

En 1935, un congrès eut lieu à Bruxelles, qui décida la constitution d'une "Commission internationale des loisirs des travailleurs". Les invitations au congrès de Bruxelles portaient entre autres la signature d'un représentant officiel de la "United States National Recreation Association", fait qui mérite d'être retenu et caractérise l'attitude d'un monsieur Kirby qui, depuis 1936, laisse le ministère allemand de la Propagande se servir de lui comme "représentant des Etats-Unis".

Les Nazis ont passé sous silence le congrès de Bruxelles. L'année d'après, la Commission consultative créée à Los Angeles convoqua à Hambourg pour la semaine précédant les Jeux Olympiques de Berlin un "Congrès mondial des Loisirs et de la Récréation". M. Kirby continuait à signer comme président de la dite Commission. Le congrès s'appuya principalement sur l'organisation "Kraft durch Freude", organisme nazi relevant du ministère de la Propagande de Berlin.-- De plus de 50 pays, des particuliers, ainsi que des sociétés folkloristes et gymniques et des membres de comités olympiques s'y rendirent. Quelques gouvernements avaient envoyé un observateur, mais aucun groupement syndical libre, aucun centre d'éducation ouvrière et aucune association de sport ouvrier n'avait donné suite à l'invitation des oppresseurs du mouvement libre allemand d'éducation ouvrière. La National Recreation Association des Etats-Unis désavoua M. Kirby déclarant que les personnes qui, des Etats-Unis, se rendaient au congrès de Hambourg, y prenaient part en tant que particuliers et non pas comme représentants de l'Association.

Ne sachant pas pendant combien de temps les membres de la Commission consultative internationale permettraient qu'on se serve de leur nom, les Nazis, par mesure de précaution, firent remplacer la commission par un "Bureau central international" et stipuler dans la résolution générale adoptée à Hambourg, que le siège permanent du Bureau central serait établi à Berlin et que le Dr. Ley aurait qualité pour désigner le chef de ce

bureau et prendre toutes les mesures nécessaires. Ce n'était pas assez; le congrès proclama que dans tous les pays, il fallait "viser à la constitution de centres de récréation qui fonctionneraient sous la surveillance des délégués du Bureau central (de Berlin), favoriseraient les initiatives privées et émettraient des directives pour l'activité officielle". Les Nazis, on le voit, réclament pour eux le droit d'installer dans tous les pays des centres de propagande, relevant de Berlin qui lanceront aux gouvernements des directives sur la manière dont il convient d'organiser les loisirs des travailleurs!

Comme début, ce n'était pas mal....

Le programme des Nazis: Loisirs sous le contrôle des patrons et de l'Etat.

Le Congrès de Hambourg des Loisirs et de la Récréation a ouvertement indiqué quels étaient les buts du "Bureau central international des Loisirs". Le gros industriel allemand Röchling invectiva contre "les syndicats marxistes" qui voulaient préserver l'ouvrier d'une dépendance quelconque de l'employeur" pendant ses heures de loisir. Sous le régime nazi, il n'y a plus de syndicats et les loisirs des travailleurs sont à nouveau dans une vaste mesure contrôlés par l'employeur. Dans son discours au congrès, Dr. Ley, chef du Front allemand du travail, s'est rallié à l'exposé de Röchling. Aucun orateur ne s'éleva contre les partisans du féodalisme industriel, personne n'avança l'opinion que les travailleurs ont le droit d'organiser leurs loisirs selon leurs propres goûts. Il y eut seulement une légère opposition lorsqu'un représentant officiel des Nazis alla jusqu'à dire: "L'initiative de l'organisation des loisirs des travailleurs doit reposer exclusivement entre les mains de l'organe qui a qualité pour diriger les individus et le peuple, c'est-à-dire la direction politique.... Conçue sous cet angle uniquement, l'organisation des loisirs a un sens". Un représentant de l'Inde protesta; les représentants des organisations catholiques se turent.

Propagande nazie à l'étranger sous le manteau d'une propagande culturelle.

Le Bureau central international de Berlin commença son activité en octobre 1936 par

la publication de "Freude und Arbeit", un magazine d'exécution luxueuse, paraissant en 6 langues à la fois. Les frais élevés de ce périodique richement illustré ne sont certes couverts qu'en petite partie par des abonnements et annonces. On n'a publié qu'une seule fois le nombre des abonnés à ce périodique nazi. C'était en été 1937 qu'on pu savoir que 20.000 abonnements avaient été souscrits, en majorité naturellement des abonnements collectifs d'organisations nationales-socialistes et fascistes. Au même moment toutefois, le tirage fut porté à 50.000 exemplaires et ensuite promptement à 100.000 et à 150.000, chiffre actuel. On peut être certain que mois après mois, quelque 100.000 à 120.000 exemplaires de cette revue de propagande nazie sont gratuitement expédiés dans le monde. C'est le Front allemand qui verse de fortes subventions des sommes soutirées aux travailleurs allemands comme cotisations, car l'organisation "Kraft durch Freude" n'a pas de finances indépendantes.

Les deux premiers numéros de "Freude und Arbeit" (La joie et le travail) furent rédigés encore avec une certaine réserve, mais après trois mois, on se mit à faire ouvertement de la réclame pour les Nazis et de la propagande "antibolchéviste". Le journal publie des articles de la main de fascistes étrangers. Presque chaque numéro contient deux pages de publicité pour des livres nazis ou des expositions de livres à l'étranger. On reproduit (en avril 1937) le manifeste du Dr. Ley à l'occasion de la fête nazie du premier mai! Sur la couverture d'un des numéros, on voit les insignes portés lors des différents congrès du parti nazi. Des pages entières sont consacrées à des photos des congrès du parti national-socialiste, à des assemblées de l'organisation de propagande à l'étranger et à d'autres manifestations nazies. De grandes photos occupant une page entière célèbrent l'annexion de l'Autriche. Dès 1938 paraissent, toujours sur des pages entières (27 sur 36,5 cm.), des photos des vedettes nazies, ministres, chefs régionaux. Ensuite un portrait de la fillette de 4 ans du ministre Göbbels, un buste de Ley, des portraits de Göbbels, de Madame Göring, du ministre de l'Economie nationale Funk,

Pour les rédactions: Chaque partie de cet article forme un tout en soi.

du président le Dr. Ley, de Göring lui-même en uniforme bleu-ciel, d'Alfred Rosenberg, le créateur du néo-paganisme nazi, de Madame Buhler, l'épouse du chef de la chancellerie d'Hitler.....

Cette série de photos démontre combien les Nazis considèrent ce périodique "international" comme une chose à eux; ils paient, ils veulent en avoir pour leur argent.

Dans le texte on trouve, reproduits en 6 langues, les discours des Nazis de premier plan, les discours d'Hitler aux congrès du Parti, des discours de Göring et de Ley à des assemblées du Front allemand du travail --mais le périodique "international" ne consacre jamais plus de quelques lignes à des assises d'une organisation non allemande.

Il y a en outre, reproduits en 6 langues, les discours d'Hitler à l'occasion du 30 janvier avec tous leurs chiffres présentés de manière à induire en erreur, avec leurs attaques contre les catholiques, les Juifs, les organisations ouvrières. On peut lire aussi un discours du chef de presse du Reich et même le belliqueux discours d'Hitler du 26 septembre 1938! En février 1938, immédiatement avant l'entrée des troupes allemandes en Autriche, parut un article sur la puissance de la flotte aérienne allemande, destiné manifestement à intimider de naïfs lecteurs étrangers.

L'organe du "Bureau central international" est une publication purement naziste. Il est incompréhensible que des groupements culturels indépendants et même des gouvernements d'Etats démocratiques collaborent avec un Bureau qui publie un organe comme celui-là.

S'il ne faut pas sous-estimer l'action publicitaire du Bureau central international, il convient de se méfier bien davantage encore de la constitution d'une étendue organisation ayant son centre à Berlin, sous le couvert d'être une inoffensive organisation de Loisirs ouvriers! Lorsque, au début de janvier 1938, trois mois avant l'entrée des troupes allemandes, la police viennoise eut découvert le plan d'un putsch nazi, préparé par Rudolf Hess, et que le danger existait donc pour les Nazis de voir dissoudre toutes leurs organisations en Autriche, le Dr. Ley ouvrit à Vienne, la "Succursale sud-est du Bureau central international". Depuis lors, de semblables succursales ont été fondées à Rome, à Athènes, à Prague et à Belgrade; à Bucarest, on construisit un immeuble d'exposition pour "Kraft durch Freude". Et si le gouvernement suédois ne puise pas des enseignements dans le procès pour espionnage qui s'est déroulé à Copenhague contre des journalistes allemands établis dans cette ville, un centre nazi va être ouvert à Stockholm sous le prétexte de préparer le "Congrès mondial des Loisirs ouvriers et de la Récréation" convoqué par le Dr. Ley pour 1940 dans la capitale suédoise.

Plus d'équivoques!

Il faut admettre que tous ces faits sont connus des organisations et

gouvernements qui entretiennent des relations avec le Bureau central international. Quelques-unes des organisations culturelles affiliées au Bureau central des Loisirs ouvriers ont déjà, lors de la session de la Commission consultative internationale, tenue à Londres en février 1939, protesté contre l'orientation naziste. "Il semblait à un moment donné que, faute d'accord, cet organisation eût pu se dissoudre" --ainsi écrivait le "Frankfurter Zeitung" le 10 février. "Un discours du Dr. Ley a enfin pu faire échec à certaines tentatives d'orienter l'organisation dans une voie parlementaire" nous annonce le "Kölnische Zeitung" du 9 février. Le Dr. Ley déclara que "le Bureau central international et les organes qui en dépendent doivent persister dans la voie suivie jusqu'à présent"; à Hambourg, il avait été nommé "à vie" comme chef du Bureau. Grâce à l'appui des représentants de Mussolini et de Franco, il réussit à imposer sa volonté.

Cette affirmation impudente du Dr. Ley démontre le peu de cas que font les Nazis des organisations étrangères qui collaborent avec eux. Ni le procès-verbal officiel, du congrès de Hambourg, ni le compte-rendu paru dans l'organe officiel ne contiennent la moindre mention que le Dr. Ley aurait été nommé pour la vie. Cette affirmation surgit pour la première fois deux ans après le congrès de Hambourg, en août 1938, dans le périodique "Freude und Arbeit" dans la légende sous un portrait du Dr. Ley. A Hambourg, Ley avait été mandaté pour prendre "toutes les mesures ultérieures nécessaires". Il semble avoir pensé qu'une de ces mesures devait être de se désigner lui-même pour la vie comme chef du Bureau central.

Reste à savoir si les organisations indépendantes affiliées au Bureau central international se laisseront faire. Il est au demeurant un fait que, vu le caractère actuel du Bureau berlinois, une organisation qui en fait partie ne peut plus être considérée comme réellement "neutre". Or, attendu qu'en été 1938, lors du congrès de Rome, et à présent à Londres, le Dr. Ley a clairement indiqué qu'il ne tolérerait en aucun cas une orientation plus neutre du Bureau, il ne reste plus qu'à distinguer les uns et les autres. Les organisations récréatives qui ne veulent pas s'humilier à devenir des centres de propagande au profit du ministère de Berlin doivent éviter toutes relations avec le Bureau central berlinois. Celles des organisations de loisirs qui adhèrent à la centrale berlinoise de propagande se caractérisent de la sorte elles-mêmes.

L'attitude de certains gouvernements aurait aussi besoin d'être éclaircie. Il n'est guère vraisemblable que le Premier ministre britannique, M. Chamberlain, ne sût pas pourquoi le Congrès des trade-unions s'était catégoriquement prononcé contre l'organisation du Dr. Ley. C'est pourquoi la participation de ministres britanniques à la réunion de Londres doit forcément faire l'effet d'une démonstration anti-syndicale. En 1936, en déléguant des observateurs au congrès mondial de Hambourg, les gouvernements ont peut-être encore pu se faire des illusions sur le caractère véritable de l'organisation. Dans l'intervalle cependant, ils ont, pendant deux ans et demi, pu prendre connaissance du contenu du périodique "Freude und Arbeit" et pu observer pendant ce même temps, l'activité du Bureau central berlinois. A l'heure qu'il est, personne ne saurait plus se tromper sur le caractère véritable de l'organisation du Dr. Ley. Un gouvernement qui se fait officiellement représenter à des assises du "Bureau central international", commet, ce faisant un acte démonstratif contre le mouvement syndical libre et contre les centres d'éducation ouvrière et de loisirs ouvriers!
/libres

Commissaire de police comme dirigeant du Front du travail.

laire est généralement un permanent du parti nazi et le suppléant est désigné par l'organisation patronale. Or, dans la Ruhr on s'est écarté de cette coutume. On vient d'y désigner comme suppléant un commissaire de police en service actif.....désignation qui en dit long!.....

Les fruits et les légumes sont rationnés en Allemagne.

d'horticulture des listes des clients fixes du commerce des fruits et des légumes. Dans certains districts, le commerce de gros ne fournit plus aux détaillants que sur la base de leurs commandes d'années antérieures, et encore avec parcimonie. De la sorte les commerces qui avaient une clientèle aisée reçoivent encore suffisamment bien que les quantités soient un peu moindres. Les commerces de fruits et légumes des quartiers ouvriers toutefois ne reçoivent, davantage encore que jusqu'ici, que la marchandise "des masses", pommes de terre, choux etc.

Dans le pays de la "communauté populaire" des Nazis on ne pouvait pas s'attendre à autre chose!

Les juges prud'homaux nazis déclarent que les intérêts patronaux priment les intérêts ouvriers.

prière de vouloir interdire le changement vu que "le compagnon avait eu chez lui un bon apprentissage". L'Office de placement s'empressa d'accéder au désir du patron. L'ouvrier porta plainte devant le tribunal prud'homal contre l'employeur. Les prud'hommes nazis ont froidement répliqué que "l'intérêt individuel ne prime pas l'intérêt de l'entreprise" --c'est-à-dire de l'employeur. ("Frankfurter Zeitung", 15 février 1939).

(I.T.F.) Dans le Front allemand du travail il y a deux personnes pour chaque mandat de dirigeant. Le titu-

(I.T.F.) Le ministère allemand de l'Alimentation a fait établir à présent par l'Association centrale

(I.T.F.) Un monteur-ajusteur allemand pouvait trouver chez un autre patron un meilleur emploi. Il donna son poste mais l'employeur saisit l'Office de placement de la

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISMELes dockers hambourgeois
contre le houspillage.

(I.T.F.) Quelque 500 dockers de la Gehrkens-Linie hambourgeoise ont (le 7 janvier), en travaillant au ralenti, contraint la société d'armement à embaucher une nouvelle équipe. Les dockers au service permanent de la société étaient ce jour-là houspillés et pourchassés de toutes les manières pour finir le travail vu que la maison voulait économiser le paiement d'une deuxième équipe. Les hommes eurent tôt fait de découvrir de quoi il retournait. Ils firent observer à temps qu'il serait impossible de terminer le travail durant leur vacation et indiquèrent qu'il fallait embaucher une deuxième équipe. On n'embaucha pas de nouvelle équipe. Les ouvriers eurent connaissance de ce que l'armateur voulait pour peu que possible faire terminer le travail durant leur vacation ou tout au moins sans dépasser la troisième heure supplémentaire car au delà de la troisième heure il lui aurait fallu payer intégralement la nouvelle vacation. Le mot d'ordre secret "travaillez au ralenti" fut suivi par tous. Les surveillants houspilleurs s'affolaient, mais en vain. A la fin de leur période de travail les ouvriers déclarèrent qu'ils avaient vu tout de suite qu'il serait impossible de terminer et qu'il fallait même que la nouvelle équipe s'y mette activement pour pouvoir finir, après quoi ils quittèrent le travail en bloc. Les chefs rageaient mais ils durent bien embaucher une nouvelle équipe.

Les Nazis répandirent dans le port le bruit que les dockers rebelles seraient envoyés travailler aux fortifications.

Mécontentement dans la pêche
baleinière allemande.

(I.T.F.) Un état d'irritation règne à bord de la flotte baleinière allemande. Les membres allemands des équipages sont indignés parce qu'ils ne touchent qu'à peu près la moitié des salaires payés aux Norvégiens à bord. Les Norvégiens en effet reçoivent des couronnes qui ont gardé toute leur valeur et les Allemands ne reçoivent que des marks dévalués par la hausse du coût de la vie. Les Nazis n'ont trouvé rien de mieux que l'intimidation pour combattre le mécontentement. Ils ont enrôlé des mouchards à bord et chaque Allemand peut craindre qu'un mot imprudent pendant le voyage ne lui vaille, après le retour, des mois de camps de concentration! Toutefois, par ce système de mouchardage les Nazis n'ont fait qu'aggraver la tension à bord et le travail pénible de la pêche baleinière n'est pas précisément rendu plus attrayant par de pareilles méthodes. Après les expériences de la campagne de pêche 1937/1938 une partie des équipages des baleiniers allemands a déjà cherché un autre travail et cette année encore il y aura encore des départs. Les Nazis en sont furieux, car seulement un équipage allemand sérieusement formé et expérimenté est en mesure de remplacer les Norvégiens et de permettre des économies en devises étrangères. En automne 1938 des membres des S.A. de la marine se sont laissés attirer par la propagande pour la "romanesque" pêche baleinière. Mais souvent ils n'étaient pas de taille à fournir le travail requis. Au début, ils irritaient parfois les matelots expérimentés avec leur phraséologie nazie. A bord de la fonderie flottante d'huile de baleine, le "Walter Rau", il y eut de réelles bagarres dans le logement de l'équipage et quelques-uns des pires braillards furent assommés de coups. Ces coups et leurs propres expériences leur ont appris à crier moins fort.

Un "jeune hitlérien"
apprend à réfléchir.

(I.T.F.) Un marin allemand écrit: "Notre novice peste contre tout ce qui lui arrive à bord. C'est un petit Nazi fanatique qui a cru tout ce que Hitler a promis. Il ne sait pas grand' chose de la vie et pas non plus de ce qui s'appelle travailler. A présent, il s'agit de mettre la main à la pâte; il doit peiner aux écontilles et prendre part partout aux pires travaux. En prenant le café, il se remet à déblatérer. "Quelle saleté; il faut peiner jusqu'à crever et avec ce travail de chien, on vous donne de la margarine. Pour manger de la margarine, je n'avais pas besoin de venir ici. On nous a trompés. Dans les Jeunesses hitlériennes, il y avait un autre esprit! Près des machines il fait si chaud qu'ils ouvrent les portes et nous, nous gelons" Le premier mécanicien entre. Il a dû adhérer au parti nazi et est à présent le point d'appui à bord du parti nazi. Le gosse dit "Heil Hitler", le mécanicien de répondre: "Chez nous, on dit bonjour". Le gosse était comme stupéfait que l'homme de confiance du parti parle ainsi. Il n'y comprend rien... Il apprend à réfléchir."